

[Texte]

Standards and Quality, a paper in there. I am not going to go through that, but basically what it says is we are okay. Section 2 Andrea will address.

Ms Andrea Cumella (Board Member, Private Home Day Care Association): Again I will simply highlight certain issues, as I am sure members of the task force are well acquainted at this point with certain of the listings on page 3.

As you are aware, the issues related to families and their children's day care needs are numerous and complex. It is our thought that the following issues should be addressed by the federal government.

Our brief discusses the need for a child care system to be coordinated and comprehensive and the fact that child care is rapidly becoming beyond the reach of most families, that there is underfunding of the system, that low salaries are paid to workers in the field, and that there are low rates of payment to providers providing private home day care. Further, there is a lack of information available to parents about what day care is available, where it is available, how to choose it, and so on.

• 2045

A rather pivotal issue relates to the informal system. It is felt the system should be regulated and a variety of support systems developed to enhance this form of care. It is important to note at this point that the vast majority of children in need of day care are in unlicensed, unsupervised, informal day care arrangements, a situation that varies considerably in quality control and support. There are no minimum standards and no system of quality control, as there are in the licensed centres and licensed agency home day care programs. John Pépin will now summarize our recommendations.

Mr. Pépin: The recommendations basically follow a lot of other groups. They are on the child care financing act and changing tax legislation and capital and capital start-up. I would just like to end with one point that is not really mentioned in here. It is that the agency model for private-home day care in Ontario is threatened at this time.

The providers, as we pointed out here and in other presentations, are underpaid and exploited, where average wages, if you want to call them that—they are independent contractors, according to the federal government—are around \$2 an hour, gross, across the province. In one organization, providers have been recognized as employees for purposes of certification as a union. Now, if the government does what governments in the United States have done, which is not provide the support to pay these people appropriately—which would mean our costs would go up at least 100%—then our organizations will not be able to afford this.

[Traduction]

intitulé: «Série 3: Les normes et la qualité des services offerts en matière de garde d'enfants». Je ne vais pas reprendre tout ce document, mais il confirme la qualité du service que nous offrons. Andrea va maintenant nous parler de la partie II.

M. Mme Andrea Cumella (membre du conseil d'administration, Association de la garde d'enfants en maisons particulières): Je vais simplement exposer les grands traits de certaines questions car je suis certaine que les membres du groupe de travail connaissent les éléments énumérés à la page 3.

Comme vous le savez, les questions reliées aux besoins des familles en matière de garde d'enfants sont à la fois nombreuses et complexes. Nous pensons, toutefois, que le gouvernement fédéral devrait se pencher sur les questions suivantes.

Dans notre exposé, nous examinons le besoin de créer un système de garde d'enfants complet et coordonné et nous notons que, de plus en plus, le prix de la garde d'enfants dépasse les moyens de la plupart des familles. Les subventions sont insuffisantes, comme sont insuffisants les salaires payés au personnel itinérant et comme l'est également la rémunération des animatrices qui assurent la garde des enfants en milieu privé. On constate, en plus, que les parents manquent d'information quant aux services disponibles, et quant à la manière d'effectuer un tri parmi tous les services offerts.

Une question importante se pose à l'égard du système officieux. D'après nous, ce système devrait être réglementé et on devrait créer divers systèmes de soutien afin d'en améliorer la qualité. Il convient de noter ici que la vaste majorité des enfants qui ont besoin d'un service de garde d'enfants se trouvent à l'heure actuelle dans des garderies non agréées et non supervisées, soit dans une situation qui échappe à tout contrôle de la qualité et sans possibilité d'aide ou de soutien. Il n'existe aucun critère minimum et aucun système de contrôle de la qualité tels que ceux auxquels sont soumis les garderies agréées et les programmes de garde d'enfants prévus par des organismes agréés. John Pépin va maintenant présenter un résumé de nos recommandations.

M. Pépin: Nos recommandations ne diffèrent guère de celles de nombreux autres groupes. Elles portent sur la Loi sur le financement des garderies et sur la modification des dispositions fiscales et des dispositions touchant le financement des initiatives. J'aimerais simplement terminer sur quelque chose qui ne figure pas dans l'exposé. À l'heure actuelle, le système de garde d'enfants dans des maisons particulières affiliées à un organisme est menacé.

Les animatrices, ainsi que nous l'avons souligné ici et à d'autres occasions, sont exploitées, car leur salaire moyen, si vous voulez—puisque, d'après le gouvernement fédéral, il s'agit d'entrepreneurs indépendants—se situe aux environs de 2\$ l'heure, brut, dans l'ensemble de la province. Dans un organisme en particulier, les animatrices bénéficient maintenant du statut d'employée, ce qui leur a permis de se faire accréditer en tant que syndicat. Si le gouvernement fait ce que le gouvernement américain a fait, c'est-à-dire ne pas fournir les fonds nécessaires pour rémunérer ces personnes de manière convenable—ce qui augmenterait nos coûts d'au moins 100 p.